

Un nouvel Internationalisme

Trois contestations permettent de donner au mouvement de mai sa pleine dimension internationale.

1°) Dans la mesure où le mouvement se veut une contestation radicale de la société capitaliste il ne peut être que totalement solidaire de la lutte mondiale contre l'impérialisme. Il vise à ouvrir un nouveau front contre l'adversaire commun, à côté de ceux qui existent déjà, au Vietnam d'abord, en Afrique et en Amérique Latine ensuite. Ce n'est nullement un hasard si les éléments les plus actifs du mouvement de mai ont été constitués par les militants qui, depuis des mois combattaient pour la victoire du peuple vietnamien ; c'est la preuve qu'il s'agit bien du même combat et que tout succès remporté sur l'un des fronts rejaillit sur les autres.

2°) Dans la mesure où le mouvement né de la base veut remettre en cause des vérités révélées longtemps considérées comme intangibles, il se doit de récuser tout modèle révolutionnaire préétabli et de définir sa propre réponse à la situation dans laquelle il est placé ; en clair définir la voie révolutionnaire de passage au socialisme aujourd'hui, en 1968, dans une société économiquement avancée, l'Europe occidentale. De la réponse fournie à cette question dépend l'efficacité de notre solidarité - réelle et non seulement affirmée - avec les luttes menées dans le Tiers-Monde.

3°) Dans la mesure où le mouvement français s'est inscrit chronologiquement comme une suite aux mouvements allemands, italiens, espagnols (pour ne parler que de l'Europe Occidentale) ; dans la mesure où ces différents mouvements bien qu'à des degrés divers, ont très vite dépassé le stade de la contestation universitaire pour s'élargir à une contestation globale de la société, face à la répression capitaliste ; il est évident que toute reprise offensive du mouvement suppose la coordination des luttes à l'échelon européen. Il n'est plus possible désormais de mener des batailles isolées face à l'offensive capitaliste qui, elle est coordonnée par de là les frontières.

Face à ces nécessités, les Universités populaires peuvent avoir un rôle essentiel, à la condition de mener de front la recherche et l'analyse d'une part, la mise au point de formes d'action d'autre part.

On peut proposer les thèmes suivants, entre lesquels chaque Université opérera des choix.

1°) **L'analyse comparée des luttes universitaires** en France - en Allemagne en Italie et en Espagne - leurs caractères spécifiques dans chaque pays - leur caractère commun notamment en égard au poids de la science et de la recherche dans une société économiquement avancée, de la volonté clairement affirmée par le pouvoir capitaliste de tolérer toute réforme sectorielle facilement intégrable mais de bloquer et de réprimer toute tentative de prise en charge de ce nouveau moyen de production qu'est devenue la recherche scientifique.

2°) **L'analyse des conditions permettant à l'échelle européenne une jonction réelle des luttes étudiantes, ouvrières et paysannes**, devraient en particulier être élucidées.

a) **les formes de lutte nouvelles révélées par les grèves dans certains secteurs avancés**, en fonction des expériences tentées à la Rhodia, dans l'industrie automobile française, à la Fiat italienne, etc..

b) **les bases d'une offensive ouvrière** qui ne serait plus limitée et freinée par la préoccupation tactique de limiter celle-ci par la stratégie dépassée d'une alliance entre un « prolétariat » dont on ne fixe pas les limites et des « classes moyennes » qui ne sont pas plus définies. En fait ces classes moyennes comportent d'une part des commerçants, des artisans, des petits patrons, des professions libérales, dont les intérêts dominants continueront à les pousser à droite, et d'autre part des salariés, employés et cadres. Les termes de prolétariat et de mouvement ouvrier englobent employés et cadres, mais ces couches, dont l'importance caractérise un pays développé, posent aux forces socialistes des problèmes spécifiques. Les cadres, notamment, sont à la pointe de la revendication de pouvoir, en même temps que leurs intérêts directs sont contradictoires avec ceux des ouvriers en matière de hiérarchie. Les bases de l'alliance doivent donc être posées en pleine clarté politique.

c) **Les problèmes de la main-d'oeuvre étrangère** et de la nécessaire solidarité face à la répression capitaliste, que celle-ci prenne la forme d'expulsions, de brimades policières de type raciste, de refus de liberté d'expression dans les pays d'accueil, etc.

d) **La coordination des luttes paysannes à l'échelle européenne** en particulier dans toutes les zones dites « marginales » et volontairement sacrifiées par les accords de Bruxelles au seul bénéfice des « gros agrariens » des zones intégrées à la production capitaliste européenne.

e) la **définition des formes d'action** que les différents mouvements socialistes pourraient mettre au point **pour porter les coups les plus durs à la domination américaine en Europe**, sous sa forme économique comme sous sa forme politico-militaire et notamment la campagne commune qui devrait être menée à l'échelle européenne pour la dénonciation de l'OTAN et le non renouvellement du Pacte Atlantique en 1969.

3° **L'analyse et la critique de tout le système culturel des pays développés** et des résultats de la présente crise - par delà ses formes spécifiques - conçue comme une « révolution culturelle » qui remet en cause les fondements de la culture bourgeoise comme les formes bureaucratiques qui lui ont été souvent substituées.

En fonction des recherches menées au cours de l'été - de l'ouverture des Universités populaires aux étudiants, enseignants et travailleurs étrangers - des contacts pris dans les pays européens à l'occasion de déplacements qui auraient pour premier but de confronter l'expérience du mouvement français avec les expériences étrangères - il devrait être possible de définir d'ici l'automne quelles formes pratiques peut prendre la coopération entre tous ceux qui, à l'échelle européenne refusent l'intégration à la société capitaliste, quelles qu'en soient les formes. Il sera alors possible de livrer un premier bilan qui pourrait prendre la forme d'une première Université critique européenne réunie avant la fin de l'année.